

Nigéria. Déclaration commune sur la nécessité de mettre fin à la violence politique et aux atteintes aux droits humains à l'approche de l'élection d'avril

Aujourd'hui à J-90 jours de l'élection présidentielle, Amnesty International et des organisations de la société civile nigériane lancent la *Campagne pour une élection sans violence* pour enrayer la vague croissante d'actes de violence politique et d'atteintes aux droits humains dans le pays.

La *Campagne pour une élection sans violence* diffusera des informations à l'attention des médias soixante, trente et dix jours avant l'élection. Il s'agira d'informations sur le niveau de violence, sur des cas spécifiques et sur la réaction, ou le manque de réaction, des autorités face à cette violence.

Alors que l'élection présidentielle approche, des informations continuent de nous parvenir qui font état d'homicides ayant un lien avec la situation politique, et d'agressions contre des journalistes et des défenseurs des droits humains ou contre des dirigeants et des sympathisants de l'opposition.

Nous avons été informés de plusieurs cas de violence politique préélectorale incluant l'assassinat de candidats potentiels, de leurs assistants et de journalistes. En voici quelques exemples :

- le 27 juillet 2006, le candidat du *People's Democratic Party* (PDP, Parti démocratique du peuple) au poste de gouverneur de l'État de Lagos, Chief Funsho Williams, a été tué chez lui. La police a affirmé que 244 suspects avaient été arrêtés en relation avec ce meurtre ; parmi eux figurent certains de ses assistants et associés politiques. Au début du mois de décembre, 35 suspects étaient toujours en garde à vue. On ignore les charges retenues contre les personnes toujours détenues ;
- le 14 août 2006, des hommes armés qui s'étaient introduits chez lui par la force ont frappé à coups de couteau Ayo Daramola, candidat au poste de gouverneur de l'État d'Ekiti, et l'ont abattu. En octobre, la police a arrêté six jeunes hommes en relation avec cet homicide. Un des suspects aurait déclaré qu'un assistant du gouverneur en poste lui aurait demandé de tuer Ayo Daramola. Les autres suspects, cependant, ont affirmé que le mobile était le vol ;
- en novembre 2006, plusieurs attentats à l'explosif, motivés semble-t-il par des considérations politiques, ont eu lieu dans les États de Bayelsa, d'Edo et du Delta, tuant au moins une personne.

Nous sommes vivement préoccupés par le fait que la violence omniprésente et croissante a provoqué la mort de dizaines de personnes lors d'affrontements entre partisans de candidats rivaux, ainsi que plusieurs assassinats de candidats. La violence et les atteintes graves aux droits humains sont devenues caractéristiques des élections au Nigéria. En armant leurs partisans et en provoquant des affrontements violents, les candidats et les partis politiques ont selon toute vraisemblance leur part de responsabilité dans ces violences.

La violence politique est utilisée par la plupart de ceux qui participent à l'élection comme un moyen de conserver ou d'acquérir le pouvoir. Nous sommes inquiets car le gouvernement nigérien ne fait pas grand-chose pour empêcher la violence politique à grande échelle qui, dans le cadre de cette élection, prend la forme d'homicides, de menaces, de manœuvres d'intimidation et d'autres graves atteintes aux droits humains.

Nous préoccupe également le fait que les autorités concernées ne mènent pas d'enquêtes sur ces agissements et que, par conséquent, elles ne défèrent pas à la justice les personnes soupçonnées d'en être responsables.

Par conséquent, nous demandons à toutes les parties concernées, y compris le président, les gouvernements du pays et de chaque État, les partis politiques et les candidats, de déclarer publiquement qu'ils ne toléreront pas la violence ni les atteintes aux droits humains avant, pendant et après l'élection.

Nous demandons :

- la fin de la violence politique et des atteintes aux droits humains pendant et après l'élection, qu'il s'agisse d'actes de violence à caractère politique ; d'homicides ; de menaces ; de manœuvres d'intimidation, ou d'arrestations et de détentions arbitraires de défenseurs des droits humains, de militants de la société civile, de journalistes ou de dirigeants et candidats de partis politiques d'opposition ;
- la tenue d'enquêtes indépendantes, transparentes et concluantes sur les actes de violence politique et les atteintes aux droits humains commis dans le cadre de l'élection, et la comparution en justice sans délai des personnes soupçonnées d'être responsables de ces agissements ;
- que toutes les instances gouvernementales et intergouvernementales qui envoient des observateurs électoraux au Nigéria s'assurent que ceux-ci surveillent et signalent les atteintes aux droits humains. Nous leur demandons en outre de faire le nécessaire pour que les observateurs électoraux reçoivent une formation en matière de surveillance des droits humains et qu'ils prennent pleinement en compte la situation des droits humains dans le pays. Les observateurs doivent pouvoir se rendre librement partout dans le pays et accorder une attention particulière au droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion ainsi qu'à la conduite des responsables de l'application des lois et à la sécurité de tous les candidats et de leurs partisans ;
- que les observateurs électoraux restent dans le pays après l'élection afin de surveiller et décrire la situation postélectorale ;
- que les partis politiques et les candidats intègrent des actions contre la violence dans leur campagne électorale ;
- que le gouvernement n'utilise pas la police et les autres instances responsables de l'application des lois pour harceler et intimider les candidats et les partisans de l'opposition avant et après le scrutin ;
- que la police et les autres instances responsables de l'application des lois n'aient pas recours à une force excessive en particulier lors des manifestations ou des rassemblements ;
- que le gouvernement prenne des mesures adéquates pour que la police et les responsables de l'application des lois soupçonnés d'avoir commis de graves violations des droits humains soient suspendus de leurs fonctions en attendant les résultats des enquêtes menées sur ces agissements.

Signataires :

Access to Justice
Amnesty International
Baobab For Women Human Rights
Campaign for Accountable Governance through Elections (CAGE)
Centre for Constitutionalism & Demilitarisation (CENCOD)
Centre for Democracy and Development (CDD)
Civil Liberty Organisation (CLO)
Cleen Foundation
Concerned Professionals
Constitutional Rights Project (CRP)
Gender and Development Action (GADA)
Human Development Initiatives
Human Rights Law Services (HURI – LAWS)
Independent Advocacy Project (IAP)
International Press Centre
Kudirat Initiative for Democracy (KIND)
Legal Defence and Assistance Project (LEDAP)
Legal Research and Resource Development Centre
Legal Resources Consortium (LRC)
Media Rights Agenda (MRA)
National Association of Democratic Lawyers
Project Alert on Violence Against Women
Rural Women Empowerment Network (RUWEN)
Socio-Economic Rights & Accountability Project (SERAP)
Social and Economic Rights Action Center (SERAC)
West African Bar Association (WABA)
West African Network for Peace Building Nigeria (WANEP)
Women Advocates Research & Documentation Centre (WARDC)